ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 1er octobre 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat", a donné le 6 novembre l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 1 oktober 1991 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat", heeft op 6 november 1991 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

Il convient d'omettre la référence à l'article 67 de la Constitution.

Alinéa 3.

Il y a lieu d'omettre les mots "modifié par l'arrêté royal n° 121 du 30 décembre 1982" figurant après "article 13" ainsi que les mots "l'article 16, abrogé par l'arrêté royal n° 121 du 30 décembre 1982".

On écrira donc : "... les articles 8, 9, 11, 13, 14, 18, 19, 21 et 22;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Selon le commentaire des articles fait dans le rapport au Roi :

> "Cet article précise que les dispositions de l'arrêté en projet ne visent que le personnel scientifique des établissements scientifiques du pouvoir central".

En vertu de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans son libellé antérieur à sa modification par l'article 12, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1988 et toujours en vigueur en vertu de l'article 18, § 2, de cette dernière loi, tant que ne sera pas pris l'arrêté royal visé au nouvel article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980, le personnel des Exécutifs communautaires et régionaux est soumis "aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs, aux agents temporaires, au personnel auxiliaire et au personnel ouvrier temporaire de l'Etat.

Suivant les travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980, les raisons de maintenir pour les agents des Communautés et des Régions le même statut que pour les agents de l'Etat valent pour les agents des établissements scientifiques relevant d'une Communauté aussi bien que pour les agents des services ayant des tâches de nature administrative.

La loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles n'a rien changé à ce régime à ce jour, en l'absence d'arrêté fixant les principes généraux.

L'article 1er doit, dès lors, être omis.

Article 2.

L'article doit être rédigé comme suit :

"L'article 4, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

"Sous réserve du chapitre III, la carrière scientifique du personnel scientifique comporte trois rangs :

- le rang A,
- le rang B,
- le rang C"".

Article 3.

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 5, alinéa 2, 2°, a, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :".

2. La personne juridique qui paie la rétribution ou la subvention visée à l'article 5, est non pas le Gouvernement, un Exécutif ou le Collège réuni mais l'Etat, la Communauté, la Région ou la Commission communautaire commune (1).

Pour le surplus, la disposition en projet doit être rédigée comme suit :

"a) l'Etat, la Commmunauté, la Région, la Commission communautaire commune, un organisme international reconnu par une des autorités précitées ou un Etat étranger lié à la Belgique par un accord culturel;".

Article 4.

Il est proposé de rédiger la disposition en projet comme suit :

"Article 6bis.- Lorsque le jury doit se prononcer sur la justification visée aux articles 11, 2°, 13, 2°, et 14, 1°, il est complété par trois personnalités scientifiques dont deux au moins sont membres du personnel enseignant d'une université ou d'une institution assimilée et qui n'appartiennent pas à l'établissement.

(1) La même observation vaut pour l'article 22bis, § 6, en projet (article 16 du projet).

Ces personnalités sont désignées par le président du jury et doivent être spécialement compétentes dans la discipline scientifique relative à la fonction.

A cet effet, le président consulte, sauf dans des cas spécialement motivés, les autorités facultaires d'au moins trois institutions universitaires différentes.

Deux de ces personnalités au moins doivent avoir la qualité de membre du personnel enseignant, la troisième pouvant être, dans des cas spécialement motivés, une personnalité scientifique qualifiée.

Sauf dérogation motivée, les personnalités désignées appartiennent à des institutions universitaires autres que celles auxquelles appartiennent les trois personnalités du jury visées à l'article 6, § 1er, 2°, b".

A la suite du texte proposé pour l'article 6bis en projet, le texte néerlandais de l'article 6 et d'autres articles de l'arrêté royal du 21 avril 1965 devrait être adapté ainsi qu'il est énoncé dans le texte néerlandais du présent avis.

Article 5.

L'alinéa 1er que l'article 5 du projet tend à remplacer dans l'article 7 dispose :

"Les membres du personnel scientifique sont recrutés au rang A".

Il est inutile de prévoir que la disposition est applicable "sans préjudice des dispositions de l'article 16". En effet, l'article 16 de l'arrêté, remplacé par l'article 11 du projet, prévoit "Par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 7".

L'article 5 du projet est inutile et doit être omis.

Article 7.

Dans la première phrase de l'article 9 en projet, il faut écrire dans le texte français "sur la base de leurs titres ...".

Dans la deuxième phrase, mieux vaut écrire : "Le classement est motivé et transmis ...".

Article 8.

1. Dans la phrase introductive de l'article 11 en projet, il faut écrire : "... sur la proposition ...".

2. Le 1° doit être rédigé comme suit :

"1° avoir terminé au moins son deuxième mandat, conformément à l'article 10;".

3. A la fin du 2° mieux vaudrait écrire : "par un avis favorable et motivé du jury".

La même observation vaut pour l'article 14, 1°, en projet (article 10 du projet).

Article 9.

Le 1° de l'article 13 en projet doit être rédigé comme suit :

"1° la phrase introductive est remplacée par le texte suivant : "Chaque agent peut, à sa demande, accéder au rang B, s'il remplit les conditions suivantes :".

Article 10.

La phrase introductive de l'article 14 en projet doit être rédigée comme suit :

"Chaque agent peut, à sa demande, accéder au rang C, s'il remplit les conditions suivantes :".

Article 11.

Il est proposé de rédiger l'article 16 en projet comme suit :

"Article 16.- Par dérogation à l'article 7, alinéa 1er, le Roi peut recruter et nommer directement au rang B ou au rang C, après avis favorable du jury et sous réserve de respecter les conditions fixées à l'article 13, 2° à 4°, pour le rang B, ou les conditions fixées à l'article 14, 1°, pour le rang C et sous réserve que le candidat compte douze années d'ancienneté scientifique, pour le rang C".

Article 12.

Cet article remplace les alinéas 2 et 3 de l'article 18 par un paragraphe 1er et un paragraphe 2, laissant ainsi l'alinéa 1er en dehors de la subdivision.

Dès lors, il convient de remplacer tout l'article 18 en y incluant l'alinéa 1er.

Le texte suivant est proposé :

"L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 18.- § 1er. Le Roi nomme aux fonctions dirigeantes qui sont conférées en cas de vacance d'emploi.

§ 2. Pour être nommé ... (la suite comme au paragraphe 1er en projet, sous réserve de supprimer les mots "du présent arrêté" dans la phrase introductive et aux 1° et 2°).

§ 3. Pour être nommé ... (la suite comme au paragraphe 2 en projet, sous réserve de supprimer les mots "du présent arrêté" dans la phrase introductive et aux 2° et 3° et de remplacer aux 4° et 5° le mot "relevante" par le mot "suffisante")".

Article 13.

Au 1°, il y a lieu de supprimer les mots "du présent arrêté" dans l'alinéa en projet.

Article 14.

1. Au 2° de l'alinéa en projet, il faut supprimer le mot "circonstanciée".

2. Au 3° de l'alinéa en projet, mieux vaut écrire "des opinions minoritaires".

Article 16.

1. Il est proposé de scinder le paragraphe 1er de l'article 22bis en projet en deux alinéas rédigés comme suit :

"Les agents qui sont confirmés au rang A ou ont accédé au rang B ou, au rang C, peuvent obtenir ... ainsi

que des services et institutions privés visés à l'alinéa 2, 2°, b, du même article.

Le congé est accordé pour autant que l'établissement, l'organisme, l'institution ou le service visé à l'alinéa 1er ait prévu pour ce congé un crédit budgétaire ou une subvention et ait accepté le remboursement du traitement de l'agent pour la durée du congé".

Cette rédaction impliquerait la suppression de l'alinéa 1er du paragraphe 5.

2. Le texte du paragraphe 2 de l'article 22bis en projet est ambigu. Il peut être compris dans le sens que lorsque la mission scientifique, par sa durée, son importance ou sa nature, est compatible avec l'exercice normal de la fonction dans l'établissement, un congé ne doit pas être obtenu et que c'est seulement lorsqu'il y a incompatibilité avec l'exercice de cette fonction que le congé doit être demandé.

Une autre interprétation possible serait que tout congé doit être autorisé par le Ministre et que si la durée, l'importance ou la nature de la mission est incompatible avec l'exercice normal de la fonction, il faut, de surcroît, que le Conseil de l'établissement auquel l'agent appartient donne un avis.

Le rapport au Roi n'apporte aucune précision à l'égard des intentions de l'auteur du projet.

Le texte doit donc être revu.

3. La fin du paragraphe 4 serait mieux rédigée comme suit : "... il est censé exercer ses fonctions dans l'établissement".

4. Conformément à l'observation n° 1 ci-dessus, il y a lieu de supprimer l'alinéa 1er du paragraphe 5.

L'alinéa 2, devenant l'alinéa 1er, devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Le remboursement visé au paragraphe 1er, alinéa 2, est égal ... (la suite comme au projet)".

5. A l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, il convient d'écrire : "... dont le rang est inférieur ou égal à celui ...".

6. Quant au début du paragraphe 6, il y a lieu de se référer à l'observation faite à propos de l'article 3.

Article 18.

La rédaction suivante est proposée :

"Les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont nommés pour un mandat de deux ans au

rang A ou à qui un mandat supplémentaire a été accordé, peuvent être nommés définitivement dans une fonction du rang A par le Roi sur la proposition du ministre compétent".

Article 19.

La fin de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit : "... à l'exception de l'article 9 qui produit ses effets le 11 août 1990".

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

AANHEF.

Eerste lid.

De verwijzing naar artikel 67 van de Grondwet moet vervallen.

Derde lid.

De woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 121 van 30 december 1982", die na de woorden "op artikel 13" voorkomen, moeten samen met de woorden "op artikel 16, opgeheven door het koninklijk besluit nr. 121 van 30 december 1982" vervallen.

Men schrijve derhalve : "... op de artikelen 8, 9, 11, 13, 14, 18, 19, 21 en 22;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In de commentaar bij de artikelen in het verslag aan de Koning staat te lezen :

> "Luidens dit artikel zijn de bepalingen van het ontwerp van besluit enkel van toepassing op het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke inrichtingen van de centrale overheid".

Krachtens artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals het was gesteld vóór de wijziging ervan bij artikel 12, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en dat op grond van artikel 18, § 2, van de laatste wet van kracht blijft zolang het in het nieuwe artikel 87, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bedoelde koninklijk besluit niet is vastgesteld, wordt het personeel van de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven onderworpen "aan de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op de in vast verband benoemde ambtenaren, het tijdelijk personeel, het hulppersoneel en het tijdelijk werkliedenpersoneel van het Rijk".

Volgens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 gelden de redenen om voor het personeel van de Gemeenschappen en de Gewesten hetzelfde statuut te behouden als dat voor het Rijkspersoneel ook voor

het personeel van de wetenschappelijke inrichtingen die onder de Gemeenschap ressorteren en voor het personeel van de diensten die administratieve taken te vervullen hebben.

De bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen heeft tot dusver aan die regeling niets veranderd bij gebreke van een besluit tot vaststelling van de algemene beginselen.

Artikel 1 moet derhalve vervallen.

Artikel 2.

Het artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Onder voorbehoud van hoofdstuk III, omvat de wetenschappelijke loopbaan van het wetenschappelijk personeel drie rangen :

- rang A,
- rang B,
- rang C"".

Artikel 3.

1. De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 5, tweede lid, 2°, a, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :".

2. De rechtspersoon die de in artikel 5 bedoelde bezoldiging of toelage betaalt, is niet de Regering, een Executieve of het Verenigd College doch de Staat, de Gemeenschap, het Gewest of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (1).

Voor het overige moet de ontworpen bepaling als volgt worden geredigeerd :

"a) de Staat, de Gemeenschap, het Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, een internationale instelling erkend door een van de eerder genoemde overheden of een buitenlandse Staat waarmee België een cultureel akkoord heeft gesloten;".

Artikel 4.

Er wordt voorgesteld de ontworpen bepaling als volgt te redigeren :

"Artikel 6bis.- De commissie wordt aangevuld met drie prominente wetenschapslui van wie ten minste twee lid zijn van het onderwijzend personeel van een universiteit of van

---

(1) Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 22bis, § 6 (artikel 16 van het ontwerp).

een daarmee gelijkgestelde instelling en niet tot de inrichting behoren, telkens de commissie zich moet uitspreken over het in de artikelen 11, 2°, 13, 2°, en 14, 1°, bedoelde bewijs.

Die prominenten worden aangewezen door de voorzitter van de commissie en moeten speciaal bevoegd zijn voor de tak van de wetenschap die verband houdt met het ambt.

Daartoe pleegt de voorzitter, behalve in speciaal gemotiveerde gevallen, overleg met het faculteitsbestuur van ten minste drie verschillende universitaire instellingen.

Ten minste twee van die prominenten moeten lid zijn van het onderwijzend personeel terwijl de derde in speciaal gemotiveerde gevallen een bevoegd prominent wetenschapper mag zijn.

Behoudens gemotiveerde afwijking, behoren de aangewezen prominenten tot andere universitaire instellingen dan die waartoe de drie in artikel 6, § 1, 2°, b, bedoelde prominente wetenschapslui van de commissie behoren".

De tekst die wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 6bis heeft tot gevolg dat de woorden "de jury" en "wetenschappelijke personaliteiten" moeten worden vervangen door onderscheidenlijk de woorden "de commissie" en "prominente wetenschapslui" in de Nederlandse tekst van artikel 6 en van de overige artikelen van het koninklijk besluit van 21 april 1965 waarin die woorden voorkomen.

Artikel 5.

Het eerste lid, dat artikel 5 van het ontwerp wil vervangen in artikel 7, luidt :

"De leden van het wetenschappelijk personeel worden in de rang A aangeworven".

Het is niet nodig te bepalen dat de bepaling toepasselijk is "onverminderd het bepaalde in artikel 16". In artikel 16 van het besluit dat vervangen wordt bij artikel 11 van het ontwerp staat immers te lezen : "In afwijking van het eerste lid van artikel 7".

Artikel 5 van het ontwerp is overbodig en moet vervallen.

Artikel 7.

In de eerste zin van het ontworpen artikel 9 schrijve men in de Franse tekst "sur la base de leurs titres ...".

In de tweede zin zou het beter zijn te schrijven : "De rangschikking wordt gemotiveerd en aan de bevoegde minister toegezonden door de voorzitter van de commissie".

Artikel 8.

In de inleidende volzin van het ontworpen artikel 11 behoort er te worden geschreven : "... op de voordracht ...".

2. Punt 1° moet als volgt worden geredigeerd :

"1° ten minste zijn tweede mandaat voleindigd hebben overeenkomstig artikel 10;".

3. Aan het slot van 2° zou het beter zijn te schrijven :

"luidens een gunstig en met redenen omkleed advies van de commissie".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 14, 1° (artikel 10 van het ontwerp).

Artikel 9.

Punt 1° van het ontworpen artikel 13 moet als volgt worden geredigeerd :

"1° de inleidende volzin wordt vervangen door de volgende tekst : "Elk personeelslid krijgt op zijn aanvraag toegang tot rang B, indien het aan de volgende voorwaarden voldoet :".

Artikel 10.

De inleidende volzin van het ontworpen artikel 14 moet als volgt worden geredigeerd :

"Elk personeelslid krijgt op zijn aanvraag toegang tot rang C indien het aan de volgende voorwaarden voldoet :".

Artikel 11.

Er wordt voorgesteld het ontworpen artikel 16 als volgt te redigeren :

"Artikel 16.- In afwijking van artikel 7, eerste lid, mag de Koning personeel rechtstreeks in rang B of C in dienst nemen of benoemen na gunstig advies van de commissie en onder voorbehoud dat de voorwaarden gesteld in artikel 13, 2° tot 4°, wat rang B betreft, of de voorwaarden gesteld in artikel 14, 1°, wat rang C betreft, worden vervuld, en onder voorbehoud dat de gegadigde twaalf jaar wetenschappelijke anciënniteit telt, wat rang C betreft".

Artikel 12.

Dit artikel vervangt het tweede en het derde lid van artikel 18 door een paragraaf 1 en een paragraaf 2, waardoor het eerste lid buiten de onderverdeling valt.

Bijgevolg moet artikel 18 in zijn geheel worden vervangen en moet het eerste lid daarin worden opgenomen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 18.- § 1. De Koning doet benoemingen in leidinggevende ambten die worden verleend in geval ze openstaan.

§ 2. Om te worden benoemd ... (voorts zoals in de ontworpen paragraaf 1, onder voorbehoud dat de woorden "van dit besluit" vervallen in de inleidende volzin en in 1° en 2°).

§ 3. Om te worden benoemd ... (voorts zoals in de ontworpen paragraaf 2, onder voorbehoud dat de woorden "van dit besluit" vervallen in de inleidende volzin en in 2° en 3° en dat het woord "passend" wordt vervangen door het woord "voldoende" in 4° en 5°")".

Artikel 13.

In 1° moeten de woorden "van dit besluit" vervallen in het ontworpen lid.

Artikel 14.

1. In 2° van het ontworpen lid behoort het woord "uitgebreide" te vervallen.

2. In punt 3° van het ontworpen lid zou het beter zijn te schrijven "van de meningen van de minderheid".

Artikel 16.

1. Er wordt voorgesteld paragraaf 1 van het ontworpen artikel 22bis op te splitsen in twee leden die als volgt luiden :

"De personeelsleden die bevestigd zijn in rang A of toegang hebben gekregen tot rang B of rang C, kunnen ... alsmede de private diensten en instellingen bedoeld in het tweede lid, 2°, b, van hetzelfde artikel.

Het verlof wordt toegekend voor zover de inrichting, de instelling of de dienst bedoeld in het eerste lid voor dit verlof een bedrag heeft uitgetrokken als begrotingskrediet of toelage en erin toegestemd heeft dat de wedde van het personeelslid voor de duur van het verlof wordt terugbetaald".

Door die tekst aldus te redigeren zou het eerste lid van paragraaf 5 vervallen.

2. De tekst van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 22bis is dubbelzinnig. Hij kan zo worden begrepen dat een verlof niet moet worden verkregen wanneer de duur, het belang of de aard van de wetenschappelijke opdracht maakt dat deze verenigbaar is met de normale uitoefening van het ambt in de instelling en dat het verlof alleen moet worden aangevraagd als er sprake is van onverenigbaarheid met de uitoefening van dat ambt.

Een andere mogelijke interpretatie zou erin kunnen bestaan dat ieder verlof door de Minister moet worden toegestaan en dat indien de duur, het belang of de aard van de opdracht maakt dat deze onverenigbaar is met de normale uitoefening van het ambt, de Raad van de instelling waartoe het personeelslid behoort bovendien advies moet geven.

Het verslag aan de Koning bevat geen enkele precisering met betrekking tot de bedoeling van de initiatiefnemer van het ontwerp.

De tekst moet bijgevolg worden herzien.

3. Het zou beter zijn het slot van paragraaf 4 als volgt te redigeren : "... wordt het geacht zijn ambt uit te oefenen in de instelling".

4. Overeenkomstig de vorenstaande opmerking nr. 1, moet het eerste lid van paragraaf 5 vervallen.

Het tweede lid, dat het eerste lid wordt, zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"De terugbetaling bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, is gelijk aan ... (voorts zoals in het ontwerp)".

5. In het derde lid, dat het tweede lid wordt, schrijve men : "... met een rang die lager of gelijk is aan die ...".

6. In verband met het begin van paragraaf 6 moet worden verwezen naar de opmerking die bij artikel 3 is gemaakt.

Artikel 18.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit benoemd zijn voor een mandaat van twee jaar in rang A of aan wie een bijkomend mandaat is verleend, kunnen op de voordracht van de bevoegde minister door de Koning vast benoemd worden in een ambt van rang A".

Artikel 19.

Het zou beter zijn het slot van het eerste lid als volgt te redigeren : "... met uitzondering van artikel 9 dat uitwerking heeft met ingang van 11 augustus 1990".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.